

# « Un projet francophone fort »

CDH Benoît Lutgen appelle à l'unité au sud du pays, pour bâtir « un avenir francophone »

L'annonce par Bart De Wever, jeudi dernier, de l'élaboration par son parti d'un projet confédéraliste/séparatiste en vue de 2019 ne reste pas sans impact. Depuis lors, au sud, les états-majors des partis sont appelés à se positionner sur l'hypothèse d'une réaction collective des francophones. Bonne idée ou mauvaise stratégie ? Bientôt une réunion des présidents ? On n'y est pas...

Dimanche, Elio Di Rupo (PS) a répété que ce serait une erreur de jouer dans la pièce écrite par la N-VA, donc de remettre à l'ordre du jour des discussions institutionnelles. Patrick Dupriez (Ecolo) ne s'est pas montré chaud-chaud non plus : les verts n'ont pas l'intention de mobiliser sur le thème institutionnel, certainement pas en réaction à la N-VA.

Pour ses vœux à la presse, lundi, le président du CDH, Benoît Lutgen, a fait entendre une autre musique : « *Les francophones, tous ensemble, doivent se mobiliser pour avoir un projet fort, avec un menu économique, social, éducationnel, environnemental. Et ce, sans attendre que quelqu'un éternue au nord du pays.* » Pour le patron des humanistes, « *tous les francophones doivent être unis dans un projet qui ne soit pas une alternative à celui du Nord, même si nous sommes pour une Belgique unie. Un projet francophone fort, répondant aux besoins francophones – donc pas centré sur la tuyauterie institutionnelle, mais sur l'éducation, l'économie...* » Il ne s'agit donc

pas, dit-il, de prendre la roue de Bart De Wever, mais de « *construire son propre destin* ». Pour cela, Lutgen appelle à l'unité de « *l'ensemble des francophones* », citoyens mais aussi partis : « *Nous souhaitons que d'autres formations puissent nous rejoindre.* »

## Dimitri Fourny : « Réunir les présidents ? Non... »

Pour Benoît Lutgen, si le MR et le PS restent « *englués* » dans leurs « *rancœurs* », leurs « *frustrations* » et refusent le travail commun, cela ne doit pas empêcher d'avancer. Il écrira une nouvelle fois à ses collègues présidents de partis – comme il l'avait fait voici un an, n'ayant obtenu une réponse que du FDF (devenu Défi) et d'Ecolo – pour leur proposer une réunion commune. L'an dernier, il avait pointé trois axes de débat : construire un avenir francophone ; faire fonctionner les compétences transférées aux entités fédérées ; défendre la réalité des francophones par rapport au fédéral. Si, comme en 2015, les deux « *grands* » ne répondent pas (le MR repousse déjà, lire ci-contre), le CDH, nous explique-t-on, avancera malgré tout – on parle de contacts informels avec Défi et Ecolo –, en espérant que MR et PS prendront le train en marche...

Le ministre wallon Maxime Prévot est sur la même ligne que son président. Mais certains CDH, sans entrer en contradic-

tion, sont sceptiques. Ils n'imaginent pas de maxi-réunion des présidents à court terme, parce que « *ce n'est pas Bart De Wever qui doit dicter notre agenda politique* ». Parmi eux, le chef de groupe au parlement wallon, Dimitri Fourny : « *Réunir les présidents francophones en ce moment, ce serait, d'une part, servir la cause de la N-VA, et, de l'autre, réinsérer le MR dans le jeu au sud du pays alors que les libéraux ont pris la responsabilité de s'associer à la N-VA, et qu'ils ne s'en détachent pas.* » ■

DAVID COPPI  
et MARTINE DUBUISSON

## RÉACTIONS

### Pour le MR, c'est non

Le président du MR Olivier Chastel a répondu à « *l'appel de Benoît Lutgen de réfléchir ensemble à un projet francophone fort* »... par une fin de non-recevoir. Il affirme qu'« *il n'y aura durant cette législature ni accomplissement ni préparation d'une réforme de l'Etat* ». Pour lui, « *la meilleure façon de réagir aux velléités communautaires est de remettre la Wallonie et Bruxelles en ordre de marche* ». Il invite donc PS et CDH à « *redresser les entités fédérées* ». Pour le reste : « *La seule réflexion institutionnelle envisagée consiste en une meilleure répartition des compétences dans l'espace francophone* ».